

de la Reussille Denis (G, NE):

L'initiative populaire "pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous" a été déposée le 30 mars 2016, munie de près de 107 000 signatures valables. Le Parti suisse du travail - Parti ouvrier et populaire fait partie des organisations qui ont soutenu l'initiative dès le début de la récolte des signatures.

Alors que trois exploitations agricoles disparaissent quotidiennement dans notre pays, le Conseil fédéral tergiverse sans cesse lorsqu'il s'agit de défendre non seulement notre agriculture, mais également nos paysans, en invoquant notamment des accords de libre-échange.

L'initiative du syndicat Uniterre permettrait non seulement à la population de notre pays d'avoir des garanties sur la qualité de ce qui se trouve dans son assiette, mais également d'assurer à nos agriculteurs une rémunération décente, leur garantissant ainsi la possibilité d'assurer la survie de leur exploitation, ce qui nous semble indispensable pour bien d'autres choses que l'entretien de nos paysages.

Nous estimons que la population a le droit d'être informée très clairement de l'origine et de la qualité des produits qu'elle consomme, autrement dit de la manière dont ont été produits ces aliments, des points de vue écologique et social, entre autres sur le plan des conditions de travail des employés agricoles. L'initiative d'Uniterre permettrait non seulement de s'assurer de l'origine, de la qualité et des conditions notamment écologiques de cette production, mais également de la manière dont ils ont été transformés, emballés, acheminés et mis sur le marché.

A l'heure où la question du réchauffement climatique inquiète de plus en plus la population de notre pays, la question d'une production agricole de proximité est cruciale. Nous devons nous assurer que les produits que nous consommons n'ont pas effectué des milliers de kilomètres en camion ou en avion, alors que ceux-ci pourraient être produits près de chez nous. Afin d'éviter des transports lents et coûteux et ainsi un bilan écologique catastrophique, le texte qui nous est soumis favorise également le maintien, voire la création, de structures régionales de transformation, de commercialisation et de stockage, ce qui en soi est également créateur d'emplois.

L'initiative a en outre pour but d'assurer une information claire au consommateur par un étiquetage précis, alors qu'un des effets du principe du "Cassis de Dijon" réduit ce niveau d'information, permettant par là même des scandales alimentaires tels que ceux auxquels on a assisté ces dernières années, par exemple avec les fameuses lasagnes à la viande de cheval.

Du point de vue des travailleurs et des travailleuses de la terre, qu'ils soient paysans et paysannes, ouvriers ou ouvrières agricoles, l'initiative favoriserait une meilleure rémunération de toutes les personnes de ces secteurs en imposant de pratiquer des prix équitables.

Cela permettrait également d'harmoniser au niveau fédéral les contrats de travail des ouvriers agricoles, tant pour ce qui concerne les salaires que les horaires de travail. Rappelons ainsi que, pour l'instant, ces horaires varient de 45 heures par semaine dans le canton de Genève, par exemple, à 66 heures par semaine dans le canton d'Uri.

Le monde agricole est sous la pression constante des grandes filières de distribution. Les producteurs ne savent jamais à quel prix, en quelles quantités ni pour combien de temps leurs récoltes seront achetées. L'initiative redonne la main aux paysans dans la gestion des quantités à produire en fonction des besoins de la population et non plus des desiderata de l'industrie. Elle soutiendra également par ce fait la vente directe en favorisant la création de filières de proximité.

Le projet d'Uniterre assure également le maintien de la biodiversité en maintenant la production de semences paysannes, en évitant ainsi l'introduction d'OGM dont, faut-il le rappeler, la population suisse ne veut pas. Les éleveurs pourraient aussi recevoir une aide

à la valorisation des fourrages indigènes évitant ainsi l'achat de protéines importées pouvant également contenir des OGM sans que les éleveurs en soient informés.

Finalement, l'initiative permettrait de relancer un secteur en grande difficulté en favorisant la diversité des structures, tant dans la taille que dans la forme juridique. Il ne s'agit pas seulement de maintenir le nombre d'exploitations agricoles, mais de soutenir la création de nouvelles exploitations en facilitant l'accès à des terres, en donnant la possibilité de partager les exploitations actuelles entre plusieurs exploitants, ce qui signifie une reconnaissance des associations d'exploitants. En vingt ans, ce sont plus de 100 000 emplois qui ont disparu dans l'agriculture, mais ceci ne doit pas être une fatalité. La paysannerie suisse doit donc pouvoir compter sur notre soutien.

En conclusion, l'initiative populaire d'Uniterre "pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous" remet au centre du débat un élément essentiel pour notre société, à savoir les conditions sociales et environnementales de notre production alimentaire, qui mérite largement notre soutien.